



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
11 juillet 2012  
Français  
Original : anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Deuxième session ordinaire de 2012**

11-14 septembre 2012

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire\*\*

### **Projet de descriptif de programme de pays de courte durée\*\*\***

#### **Libye**

#### *Résumé*

Le présent projet de descriptif du programme de pays concernant la Libye est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global qui s'élève, pour la période 2013-2014, à 1 500 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et 7 000 000 dollars à prélever sur d'autres sources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (14 août 2012).

\*\* E/ICEF/2012/15.

\*\*\* Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, ainsi que le tableau récapitulatif des résultats, au plus tard six semaines après son examen du projet lors de la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration de 2012. Le descriptif du programme de pays sera ensuite présenté pour approbation au Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 2013.



## Résumé de la situation des enfants et des femmes

1. La Libye est au cœur d'une transition historique à la fois politique, économique et sociale suite au renversement du Gouvernement précédent en 2011. Avant le conflit, la Libye était considérée comme un pays à revenu intermédiaire. Ses progrès économiques et sociaux au cours des dernières décennies ont bénéficié aux femmes et aux enfants. En 2009, sur l'indice du développement humain, la Libye se situait au 55<sup>e</sup> rang sur 182 pays et était apparemment en voie de réaliser de nombreux objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, les données ventilées de même que les informations sur les disparités étaient rares.

2. En outre, même au début de l'année 2012, la pleine portée des dommages et des dégâts résultant du conflit n'a pas encore pu être définitivement établie, notamment en termes d'infrastructures et de prestations des services de base, en particulier s'agissant des systèmes de santé et d'enseignement. L'information fait également défaut à l'égard des vulnérabilités socioéconomiques ainsi qu'en ce qui concerne l'efficacité et le caractère durable des subventions publiques à grande échelle prestées par le régime précédent, notamment les importantes subventions accordées dans les domaines de l'alimentation et de l'énergie. L'appel éclair en faveur de la Libye en 2011 a fait état d'une estimation de 2,5 millions de travailleurs migrants sous le régime précédent; selon les estimations, un million d'entre eux a quitté le pays durant le soulèvement, ce qui a eu pour effet de provoquer un manque important de personnel dans le secteur des services sociaux. Les institutions gouvernementales ont également besoin d'être renforcées.

3. La population de la Libye est jeune; environ un tiers d'une population estimée à 5,7 millions d'habitants est âgé de moins de 18 ans. Le Gouvernement précédent a fourni des soins de santé gratuits à ses citoyens et a obtenu une amélioration de la santé maternelle infantile au cours de la dernière décennie. Des avancées importantes ont été réalisées dans le domaine de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Le taux de 47 pour 1000 naissances vivantes en 1990 est descendu à 17 pour 1000 en 2010<sup>1</sup>. On pense que la mortalité néonatale, qui n'a pas diminué de façon significative, constitue une part importante de la mortalité infantile. Le conflit a entraîné des dommages structurels considérables dans le secteur de la santé ainsi que d'importantes interruptions dans la prestation des soins et des fournitures médicales.

4. Il importe d'accorder de l'attention au développement du jeune enfant ainsi qu'à l'éducation préscolaire : le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) relève qu'en 1999 le taux brut de scolarisation dans l'enseignement préscolaire atteignait juste les 5 % tant pour les garçons que pour les filles. Les données courantes du Ministère de l'éducation semblent indiquer que de réels progrès ont été réalisés en matière d'accès à l'éducation de base, marquée toutefois par des variations de qualité. Durant le conflit de 2011, près de 40 % des écoles ont été endommagées ou réquisitionnées à des fins militaires ou humanitaires.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> UNICEF, *La situation des enfants dans le monde, 2012*.

<sup>2</sup> Résultats préliminaires de l'évaluation de l'enseignement à l'échelle nationale 2011-2012, menée par le Ministère de l'éducation, l'UNICEF et l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED).

5. Le pays manque de données nationales ventilées à propos des principales questions relatives à la protection de l'enfance, notamment la violence et les sévices à l'encontre des enfants, le travail et l'exploitation des enfants, l'inscription à l'état civil à la naissance, les enfants ayant affaire à la loi et les enfants de travailleurs migrants. Les capacités institutionnelles pour traiter ces problèmes s'avèrent également insuffisantes. Par exemple à Syrte, une ville qui a beaucoup souffert du conflit, le Département des affaires sociales dispose de 47 postes, dont seulement 25 sont occupés et quatre seulement par des travailleurs sociaux.

6. Un examen de la législation concernant la justice pour mineurs mené par le Ministère de la justice en 2008 a révélé la nécessité d'une application plus cohérente et plus intégrée de la loi. Un projet de loi relatif aux enfants a été mis à l'étude par le Parlement libyen fin 2010, sans être approuvé jusqu'à présent. La Libye a ratifié 12 Conventions et traités internationaux, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Libye a soumis ses troisième et quatrième rapports périodiques combinés au Comité des droits de l'enfant en 2009. Les débats se tiendront en 2013. Après avoir accédé à la Convention en 1993, la Libye a créé le Comité supérieur de l'enfance chargé de veiller au bien-être des enfants. Il a été intégré en 2007 au Département de la famille et de l'enfance au sein du Ministère des affaires sociales. Ce dernier, avec l'appui technique de l'UNICEF, est en voie de rétablir à l'heure actuelle, le Comité supérieur de l'enfance tout en s'efforçant de corriger et d'améliorer les rapports périodiques combinés déjà soumis au Comité des droits de l'enfant.

7. Durant le conflit de 2011, un grand nombre d'enfants ont été tués ou mutilés et dans de nombreuses zones les munitions non explosées abondent<sup>3</sup>. Des armes légères sont éparpillées dans tout le pays et les enfants continuent d'être tués et blessés par leur emploi généralisé. Selon les estimations, sur les 70 000 personnes déplacées par le conflit à l'intérieur du pays, 20 000 sont des enfants. Nombre d'entre eux ne fréquentent pas l'école. Bien que le conflit soit officiellement terminé, des éruptions de violence sporadiques ont continué d'affecter la Libye, même au début 2012, générant des besoins humanitaires localisés qui affectent principalement les minorités ethniques dans les villes de Kufra, Sabha, Ghadamès et les zones avoisinantes.

8. Au cours des dernières décennies, les femmes qui travaillent ont obtenu le congé de maternité ainsi que la mise à disposition de crèches par leurs employeurs. L'article 91 du Code du travail dispose qu'il ne doit y avoir aucune discrimination salariale entre hommes et femmes s'ils possèdent les mêmes qualifications pour un même travail. En 1994, une législation relative à la famille a été adoptée. Bien que des éléments du cadre législatif soient très progressifs en matière des droits des femmes, beaucoup reste encore à apprendre et à intégrer s'agissant des inégalités liées au sexe et de la violence sexiste et de leurs liens avec les normes et les pratiques sociales.

<sup>3</sup> UNMAS/JMACT (Joint Mine Action Coordination Team)-Lybia, Mine Action Appeal, 2012

## Le programme de pays, 2013-2014

**Tableau budgétaire récapitulatif**

<i>Composantes du Programme</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<b>Total</b>
Acquisition de connaissances et suivi des droits des enfants et des jeunes	350	1 600	<b>1 950</b>
Politiques sectorielles pour fournir des services sociaux de qualité	1 000	4 700	<b>5 700</b>
Dépenses intersectorielles	150	700	<b>850</b>
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>7 000</b>	<b>8 500</b>

### Motifs de la soumission d'un programme de pays de courte durée

9. L'UNICEF a été présent en Libye de 1994 à 2005 et depuis fournit un appui à ce pays en tant qu'organisme non résident. Dans le cadre de son action face à l'urgence d'ordre humanitaire de 2011, l'UNICEF a répondu aux besoins les plus critiques des enfants et des adolescents, notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, de l'appui psychosocial et du suivi des violations des droits de l'enfant. Ces interventions humanitaires ont été fournies en étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies chargée des questions humanitaires, par le Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sis en Jordanie et par les Bureaux de pays de l'Égypte et de la Tunisie. Cet appui a été ensuite fourni directement à partir de la Libye, d'abord de Benghazi, puis de Tripoli, sous la direction du Bureau régional. Un Bureau de pays complet a été mis en place en avril 2012 avec la nomination d'un Directeur de pays.

10. Lors des réunions de haut niveau tenues à Paris et à New York en septembre 2011, les représentants de l'organe directeur provisoire, le Conseil national de transition, ont présenté leurs vues pour rétablir des conditions normales en Libye. L'un des objectifs est d'assurer le bien-être des populations grâce à la fourniture équitable et adéquate de services de base. Le 23 octobre 2011, le Conseil national de transition a déclaré que la Libye était libérée. Fin novembre 2011, un Conseil ministériel provisoire a été constitué pour préparer le pays à des élections, à une transition vers la primauté du droit et vers un régime politique démocratique. Le Conseil des ministres provisoire a déterminé les priorités les plus immédiates, telles que la sécurité, la stabilité, le paiement des arriérés de salaires des travailleurs du secteur public et la prestation de services de base, notamment l'éducation.

11. Dans le cadre de la feuille de route orientant la transition, les plans du Gouvernement provisoire comprennent un transfert de pouvoir en faveur d'une Assemblée élue d'ici mi-2012, après les élections prévues en juillet 2012. Ensuite, un Premier Ministre serait nommé et une Constitution élaborée avant d'organiser un référendum sur la nouvelle Constitution et des élections générales en 2013. La Mission d'appui des Nations Unies en Libye et l'équipe de pays des Nations Unies appuient les autorités libyennes durant cette phase de transition. Les priorités à moyen terme du Gouvernement comprennent notamment le renforcement des

capacités des administrateurs du service public en matière de réforme et de planification du secteur public, la mise à niveau de l'expertise technique au sein des ministères d'exécution et l'élaboration de lois appropriées.

12. Dans le cadre du Mémorandum d'accord de 1994 et de l'Accord de base de coopération de 2005 entre le Gouvernement et l'UNICEF, des consultations régulières ont repris en septembre 2011 concernant le partenariat en évolution entre les nouvelles autorités de la Libye et l'UNICEF. Les consultations ont porté principalement sur les priorités des ministères d'exécution et des parties prenantes à l'échelon sous-national. Compte tenu du besoin de meilleures statistiques sociales pour éclairer la planification et de données plus détaillées et plus complètes sur la situation des enfants et des jeunes, le programme de pays 2013-2014 vise à appuyer la transition des interventions humanitaires vers un programme de développement à moyen terme qui devrait être lancé en 2015. Conformément à la demande du Gouvernement, un programme de pays de courte durée est proposé pour la période 2013 à 2014. Il se fonde sur les priorités nationales ainsi que sur le cadre stratégique des Nations Unies visant à aider le Gouvernement à réaliser ses objectifs.

### **Composantes du programme, résultats escomptés et stratégies**

13. L'objectif général du programme de pays 2013-2014 vise à appuyer le Gouvernement libyen à court terme dans sa sortie du contexte humanitaire actuel et à entamer le processus d'intégration des droits des enfants et des adolescents dans la transition nationale et dans l'ordre du jour initial des réformes. Le programme cherchera à aider le Gouvernement à renforcer la réalisation des droits des enfants en leur fixant une place centrale au sein des politiques nationales et sous-nationales, des programmes et des budgets. Le programme accordera une attention particulière, en étroite coordination avec les autorités gouvernementales, à la détermination de solutions efficaces en faveur des groupes vulnérables comme contribution essentielle à la réalisation équitable des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'à la construction d'une société incluante et soudée, capable par la suite d'offrir l'égalité des chances à tous les enfants libyens. Dans ce contexte et celui des mandats sectoriels des autres partenaires de développement, les priorités de l'UNICEF portent sur la gestion des connaissances et les politiques sociales ainsi que sur les politiques du secteur de l'éducation et de la protection des enfants.

14. Le programme s'articule autour de deux composantes : a) l'acquisition des connaissances et le suivi de la réalisation des droits des enfants et des adolescents; et b) les politiques sectorielles pour fournir des services sociaux de qualité. Ces composantes contribueront aux résultats stratégiques escomptés d'ici fin 2014, énumérés ci-après :

a) L'aspect équité renforce les capacités nationales de recueil des données, de gestion des politiques sociales, de planification et de budgétisation axées sur les enfants, à partir de données concrètes;

b) Des systèmes et des normes sont conçus pour élaborer des réformes et des politiques favorables au développement du jeune enfant ainsi qu'une éducation de base incluante et de qualité, en accordant une attention spéciale aux enfants les plus vulnérables;

c) La législation et des systèmes de protection des enfants ont été élaborés et se reflètent dans les politiques.

15. Les interventions nécessaires pour répondre aux crises humanitaires localisées seront intégrées à ces résultats.

16. Fondé sur une démarche axée sur les droits de l'homme, le programme de pays s'appuiera sur les stratégies ci-après : a) renforcement des capacités institutionnelles nationales pour formuler des politiques sociales en faveur des enfants; b) collaboration avec les centres d'excellence dans l'acquisition et la gestion des connaissances pour étayer le plaidoyer et la communication pour le développement; e) rédaction, diffusion et partage des meilleures pratiques par le biais de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud; et d) renforcement des capacités en matière de réduction des risques de catastrophes, de **préparation aux situations d'urgence et secours d'urgence**.

### **Composantes du programme**

17. **Acquisition de connaissances et suivi de la réalisation des droits des enfants et des adolescents.** Cette composante vise à fournir un appui au Gouvernement pour diminuer les iniquités et les disparités en matière d'accès aux services sociaux, en particulier chez les enfants. En vue de renforcer la base concrète des interventions requises, cette composante cherchera à renforcer les capacités nationales dans les domaines du recueil, de l'analyse et de la diffusion de données ventilées ainsi que du suivi et de l'évaluation des systèmes de protection sociale, en produisant des bases concrètes pour élaborer des politiques efficaces. L'accent sera mis sur les approches novatrices de protection sociale et de budgétisation en faveur des enfants. Le programme contribuera à l'analyse des responsabilités institutionnelles, à l'augmentation des ressources ainsi qu'à la mise en place des mécanismes incitatifs essentiels à la réalisation des droits des enfants et des adolescents en Libye.

18. Les résultats escomptés de cette composante serviront à appuyer le Ministère du plan, en coordination avec les ministères sectoriels et les partenaires de développement, dans l'actualisation des indicateurs sociaux au moyen d'une enquête nationale d'envergure auprès des ménages. Cet appui sera également fourni aux enquêtes portant sur des thèmes spécifiques tels que l'état des connaissances, le comportement et les pratiques des adolescents (âgés de 10 à 18 ans). Ces résultats seront obtenus grâce à des consultations ciblées, à l'inventaire et à l'analyse des partenariats et au renforcement des capacités. Des évaluations systémiques seront menées en 2013 et en 2014.

19. **Politiques sectorielles pour fournir des services sociaux de qualité.** Cette composante vise à renforcer les capacités gouvernementales et à plaider en faveur d'une augmentation des ressources allouées à l'amélioration de la prestation des services sociaux de qualité tout en influant sur les politiques au niveau national. L'accent sera placé sur les jeunes enfants, les groupes ethniques marginalisés et les enfants déplacés, outre les enfants et adolescents handicapés ou ayant des besoins spéciaux.

20. *La sous-composante de l'éducation* appuiera l'élaboration de normes nationales et de systèmes se concrétisant en plans et politiques sectorielles incluant visant à améliorer l'administration et son obligation de rendre des comptes. Elle portera principalement sur le renforcement du système d'information de gestion de l'enseignement en utilisant les données dans la planification de cette réforme sectorielle et dans le suivi de la mise en œuvre de politiques incluant en

faveur des enfants et des adolescents. L'UNICEF fournira une assistance technique, facilitera le dialogue à propos des politiques et favorisera le plaidoyer auprès des parents et des institutions concernées en faveur de pratiques plus conviviales à l'égard des enfants. Le Fonds appuiera également l'élaboration des programmes d'enseignement, le renforcement de la formation avant l'emploi et en cours d'emploi des enseignants ainsi que la création de mécanismes d'assurance qualité. Les stratégies comportent le renforcement des capacités institutionnelles, la communication pour le développement, le renforcement du partenariat et la facilitation de mise en relation par le biais de réseaux internationaux pour échanger des informations sur les meilleures pratiques.

21. *La sous-composante de protection des enfants* a pour objet d'appuyer le Gouvernement pour améliorer la législation relative à la protection des enfants et le cadre général des politiques. Il aidera également à renforcer les systèmes de protection des enfants et les réponses aux violences faites aux enfants et aux adolescents, notamment dans le contexte des conflits armés. La sous-composante mettra l'accent sur la recherche des normes socioculturelles défavorables au bien-être des enfants, sur la cartographie des mécanismes formels de protection des enfants, sur les systèmes et les capacités au sein du système judiciaire, de la police, du secteur social et des institutions pour lancer le processus de mise en conformité de la législation nationale avec les normes internationales. Le plaidoyer, le renforcement des capacités institutionnelles, la collaboration avec la société civile et la participation des enfants sont au nombre des stratégies clefs pour obtenir les résultats escomptés. Des mécanismes tels que le Conseil supérieur de l'enfance bénéficieront d'un appui en vue d'assurer à l'échelon national un suivi intersectoriel permanent et cohérent et l'établissement de rapports sur la réalisation des droits des enfants et des adolescents.

22. Ces deux sous-composantes appuieront les interventions humanitaires et les mesures de relèvement visant à consolider la prestation des services sociaux aux enfants victimes de la guerre ainsi que durant et après les situations d'urgence localisées. Les capacités des partenaires nationaux et locaux seront renforcées ainsi que les services dans le contexte de la préparation aux catastrophes et des secours d'urgence. Les mécanismes de coordination seront également améliorés dans le cadre des secours d'urgence et de la réhabilitation des enfants.

23. **Mesures intersectorielles.** Cette composante du programme assurera une gestion efficace et intégrée du programme de pays ainsi que sa coordination. Il fournira également un appui technique aux mesures en faveur de l'égalité des sexes et à la communication.

#### **Liens avec les priorités internationales**

24. La Convention relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant sont les principes directeurs du programme de pays. La Déclaration du Millénaire les objectifs du Millénaire et le document final de la session extraordinaire intitulée « Un monde digne des enfants » ont également orienté la conception, les stratégies et les résultats escomptés du programme de pays. Les résultats escomptés du programme proposé s'inscrivent dans les zones prioritaires 1, 2, 4 et 5 du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF.

25. Bien que l'objectif ultime soit la réalisation des droits de tous les garçons et filles en Libye, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ses

protocoles facultatifs, le programme de pays a été conçu de manière à répondre aux priorités nationales déterminées par le Gouvernement provisoire et à la feuille de route pour la période de transition.

### **Principaux partenariats**

26. Le Ministère du plan sera le principal partenaire de l'UNICEF. Le Fonds travaillera également en étroite collaboration avec les Ministères de l'éducation, des affaires sociales, de la justice, de l'intérieur, de la défense et des finances ainsi qu'avec le Bureau national de la statistique, les institutions académiques et les instituts de recherche. La collaboration avec la société civile en émergence et avec les organisations non gouvernementales ainsi que la promotion de leur participation au processus national de réforme et de transition seront des pivots essentiels de la stratégie de partenariat. La collaboration avec les autres organismes du système des Nations Unies et les autres partenaires de développement, notamment les organisations non gouvernementales internationales, les groupes religieux, le monde académique, le secteur privé et les médias sera essentielle pour assurer une mise en œuvre coordonnée ainsi que la cohérence du programme, de même que pour le plaidoyer et la mobilisation des ressources.

27. L'UNICEF s'attachera à augmenter l'efficacité de l'aide en fournissant une assistance technique aux mécanismes gouvernementaux de coordination sectorielle. L'UNICEF cherchera également à améliorer l'harmonisation des prestations du programme au moyen d'une programmation conjointe avec les autres organismes des Nations Unies qui élaborent un cadre d'appui au Gouvernement dans cinq domaines stratégiques, dont l'UNICEF assurera la direction conjointe avec les organismes mentionnés ci-après : services sociaux (avec l'Organisation mondiale de la santé); administration publique et gouvernance, justice et primauté du droit (avec le Programme des Nations Unies pour le développement), redressement économique (avec la Banque mondiale ) et culture et tourisme (avec l'UNESCO).

### **Suivi, évaluation et gestion du programme**

28. Le Ministère des affaires sociales et le Ministère du plan seront responsables de la coordination, du suivi et de l'évaluation de ce programme de coopération. Le Gouvernement et l'UNICEF collaboreront à une évaluation commune du fonctionnement et des résultats de ce programme de courte durée à la fin de 2013. Un plan intégré de suivi et d'évaluation sera élaboré conjointement par le Gouvernement et l'UNICEF, qui détermineront de commun accord les études, les enquêtes et les évaluations qui devront être menées durant le programme de pays.